Initiatives ministérielles

dicte. Des parlementaires qui agissent ainsi ne sont pas des Matilda, ce ne sont pas des gens qui sont aux abois quand il n'y a pas lieu de l'être.

J'ai le plaisir d'appuyer ce projet de loi et d'inviter les députés à faire de même.

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster, Réf.): Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement le discours du député de Burin—Saint-Georges. Il adopte le comportement typique des libéraux, en disant qu'il n'y a pas de problème. Il a même parlé d'un arrêt cardiaque. S'il était victime d'un arrêt cardiaque, il dirait sûrement: «Il n'y a pas de problème, je vous assure. Ne prenez pas la peine d'appeler un médecin. Ça va très bien et même si je ne vais pas si bien que cela, tant pis.»

Le député affirmait que le projet de loi ne renferme pas grandchose. À son avis, la mesure législative ne prévoit aucun changement et ne contient que quelques petites dispositions administratives. Je le cite de mémoire, mais je ne crois pas qu'il m'accuse de déformer ses propos. Il soutient que le projet de loi ne fait qu'apporter quelques petites modifications administratives, sans modifier davantage la sécurité de la vieillesse, le Régime de pensions du Canada et les autres programmes qu'il vise.

C'est à cela que tient le problème. Nous nous opposons vigoureusement à ce projet de loi justement à cause de l'inaction du gouvernement. Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement libéral nous sert toujours la même rengaine: «Nous ne ferons rien; nous n'apporterons aucun changement. Nous ferons semblant, nous modifierons la gestion et donnerons l'illusion de faire quelque chose. En fait, c'est le statu quo.»

Selon le député, il ne faudrait pas être alarmistes et dire que le ciel est à la veille de nous tomber sur la tête. Le ciel ne nous tombe peut-être pas sur la tête, mais je peux dire aux députés que les fondations s'effritent et tout l'immeuble va s'effondrer.

• (1545)

Le gouvernement a parlé d'études. Cela devient agaçant à la longue de toujours entendre le gouvernement nous dire qu'il va étudier cette question, examiner cette affaire, etc. Il y a un forum sur la santé qui se déroule actuellement, mais aucun des principaux intervenants dans le domaine n'y participe. On a parlé de la pêche, mais comme il y a pénurie de poissons, on va étudier la question. On étudie les questions relatives au maintien de la paix et à la défense, mais on n'a pas de plan. Au tour maintenant de la sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada de faire l'objet d'un examen, mais on ne s'attaquera pas vraiment au problème. Les fondations s'effritent toujours.

Je me demande comment on peut demeurer à ce point niais, après tant d'études, qu'on ne sait toujours pas comment aborder le problème.

Au lieu de reprocher aux réformistes leur position sur les votes libres, le député devrait se rendre compte de la gravité de la situation et s'inquiéter du sort de ses électeurs qui ne touchent peut-être pas de prestations de sécurité de la vieillesse ou du

Régime de pensions du Canada, car, pendant qu'il attend que le ciel lui tombe sur la tête, les fondations s'effritent sous ses pieds.

Je voudrais simplement que le député commente le fait que les jeunes ne s'attendent plus à pouvoir profiter des avantages de la sécurité de la vieillesse ou du Régime de pensions du Canada. Notre génération s'est montrée irresponsable. Nous n'avons pas équilibré nos budgets. Nous accumulons une dette que nos enfants ne pourront jamais rembourser et qui les empêchera de préserver les programmes sociaux dont nous jouissons aujourd'hui. C'est tout à fait déraisonnable.

J'espère que la situation éveillera certaines craintes chez le député et que celui-ci voudra apporter quelques changements pour assurer un avenir meilleur à ses enfants et ses petits-enfants.

M. Simmons: Madame la Présidente, je vais boire jusqu'à ce que ce verre soit à moitié plein pour faire une démonstration. Je dis que le verre est à moitié plein.

M. Hermanson: Il fuit.

M. Simmons: Le député de Kindersley—Lloydminster insiste pour dire qu'il est à moitié vide.

M. Hermanson: Il se vide. Il y a de moins en moins d'eau dedans.

M. Simmons: Ce qui nous distingue, le député et moi-même, c'est que je ne suis pas du genre à voir tout en noir. Si le député est en train de dire aux quatre millions de Canadiens âgés que c'est peu de chose si l'on ne les oblige plus à remplir ces formulaires, j'espère qu'ils l'entendent.

M. Hermanson: À quoi sert d'avoir des forums s'il n'y a pas de programme?

M. Simmons: Le député a tort de croire qu'on dit la même chose au sujet de tous les projets de loi. Bien sûr, je comprends ce qu'il dit. Je partage nombre des opinions qu'il a exposées tout à l'heure au cours de son allocution. Bien sûr, mais cela n'a rien à voir avec ce projet de loi.

Ce que préconise le député, c'est que les quatre millions de Canadiens âgés attendent qu'on ait épongé le déficit pour voir régler le problème des formulaires qu'ils ont à remplir. On peut faire les deux. Ce n'est pas si compliqué. Donnons-leur des formulaires simplifiés! Alors, donnons-leur, Matilda!

[Français]

M. Jean Landry (Lotbinière, BQ): Madame la Présidente, j'ai écouté très attentivement mon collègue d'en face qui nous a parlé du feu depuis le début. Moi, en parlant du feu, je voudrais vous dire que c'est le gouvernement d'en face qui a mis le feu, et c'est nous de l'opposition qui allons l'éteindre.

Ma question est très simple. Tout à l'heure, en parlant de la réforme des programmes sociaux, il a soulevé un point concernant la réforme de l'assurance—chômage. Ma question porte spécifiquement sur l'assurance—chômage, point sur lequel j'aurais besoin d'être plus éclairé, mieux éclairé.